



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

COMMISSION DES MESURES PHYTOSANITAIRES

Treizième session
Rome, 16-20 avril 2018
Financement durable du programme de travail de la CIPV (concept et mécanisme)
Point 8.4 de l'ordre du jour
Document élaboré par le Secrétariat de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV)

I. Objet

1. Le budget annuel du Secrétariat de la CIPV est d'environ 5 millions d'USD; il permet de financer les fonctions de base du Secrétariat, à savoir la gouvernance et les stratégies, l'établissement de normes et la facilitation de la mise en œuvre. Ce budget de base couvre les ressources humaines et opérationnelles employées à la gestion du Plan de travail¹ de la CIPV, notamment les projets de facilitation de la mise en œuvre, les activités d'établissement des normes, et le système de gouvernance et de stratégies qui réunit la Commission des mesures phytosanitaires (CMP), le Comité des normes (CN), le Comité chargé de la mise en œuvre et du renforcement des capacités.

2. Sur le budget annuel total, 2,95 millions d'USD proviennent du programme ordinaire de la FAO, et environ 2 millions sont des contributions des parties contractantes et des organisations internationales. Autrement dit, les activités du Secrétariat de la CIPV sont financées à 60 pour cent par le programme ordinaire de la FAO, ce qui garantit une certaine stabilité, mais 40 pour cent environ du budget dépend en grande partie de 10 à 15 donateurs parmi les 183 parties contractantes de la Convention, ainsi que d'autres organisations (Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce [STDF], Fédération internationale des semences [FIS], etc.).

¹ <https://www.ippc.int/en/publications/84092/>

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires. La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur internet, à l'adresse www.fao.org.

3. Cette imprévisibilité permanente qui touche 40 pour cent des fonds pèse lourdement sur le fonctionnement du Secrétariat de la CIPV. Il est de plus en plus compliqué de gérer le programme de travail de la Convention dans ces conditions.

4. En 2016, le Bureau de la CMP a estimé qu'il était nécessaire d'assurer aux programmes opérationnels de base du Secrétariat de la CIPV un financement stable et soutenu, et a décidé de relancer le débat sur des mécanismes de financement durable. Le texte qui suit expose les faits nouveaux survenus depuis lors.

II. Contexte

5. En 2016, le Groupe de la planification stratégique et la CMP, à sa onzième session, ont pris connaissance des premières propositions concernant l'initiative relative au financement durable, et les deux organes ont apporté leur soutien aux efforts renouvelés dans ce domaine.

6. Suite à l'amélioration de la proposition, la CMP, à sa douzième session, en avril 2017, a demandé au Bureau de la CMP et à son Comité financier, ainsi qu'au Groupe de la planification stratégique, d'élaborer une proposition de financement durable plus détaillée. Elle a également demandé qu'un rapport sur l'état d'avancement de la proposition de financement durable lui soit présenté à sa treizième session (2018). À la douzième session de la CMP, les parties contractantes sont convenues de poursuivre l'élaboration d'un mécanisme destiné à garantir un financement durable, y compris un système d'accord pour le versement de contributions volontaires préétablies et un système de financement à la demande en tant qu'éléments d'une proposition de financement durable qui serait soumise à la CMP à sa quinzième session, en 2020. La vaste majorité des participants sont convenus que la proposition finale devait être adoptée dès qu'elle aurait été jugée satisfaisante par la CMP.

7. Entre avril et juin 2017, le Président du Comité financier (CF) et le personnel du Secrétariat de la CIPV ont rencontré Mme Marta Prado, juriste principale de la FAO, et M. David McSherry, fonctionnaire principal (Finances), afin de discuter des aspects juridiques et financiers du système d'Accord pour le versement de contributions volontaires préétablies et des éventuelles améliorations à y apporter. La FAO a proposé d'examiner un arrangement selon lequel les parties contractantes de la CIPV n'auraient pas à signer d'accords individuels avec la FAO à chaque fois qu'elles souhaitent contribuer financièrement au fonds fiduciaire multidonateurs de la CIPV. À la place, la CMP adopterait un accord global sur les contributions volontaires. Dans ce cas de figure, après avoir formellement prévenu le Secrétaire de la CIPV de leur intention de contribuer au fonds fiduciaire multidonateurs de la CIPV selon les dispositions prévues dans le projet de décision de la CMP sur l'Arrangement relatif au versement de contributions supplémentaires, les parties contractantes pourraient directement procéder au transfert des fonds et éviter la longue procédure consistant à signer un accord avec la FAO pour chaque nouvelle contribution.

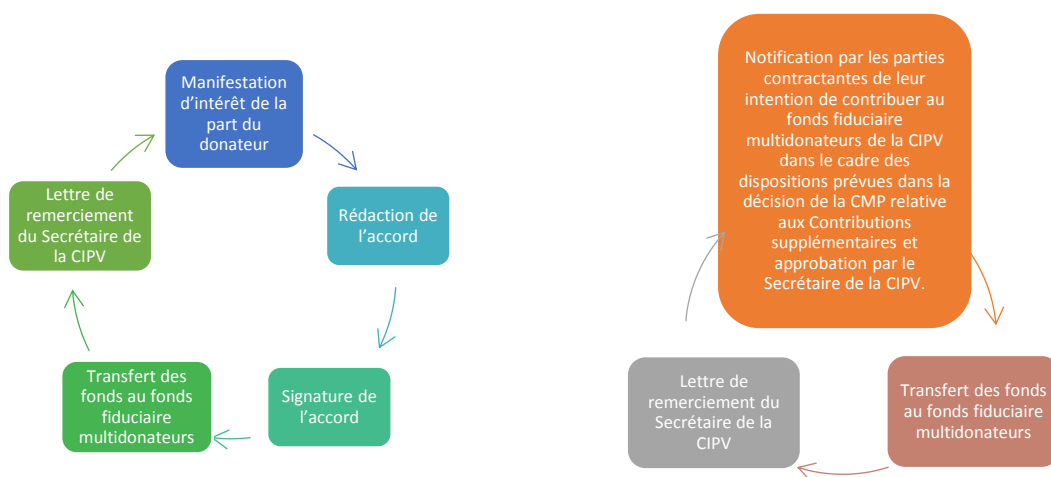
8. En juin 2017, le Comité financier et le Bureau ont poursuivi l'examen des améliorations à apporter à la proposition de financement durable et ont décidé, conformément aux conseils du juriste de la FAO, de rebaptiser «Contribution supplémentaire» le «système d'Accord pour le versement de contributions volontaires préétablies», et «Financement par projet» le «Système de financement à la demande». Il a par la suite été proposé que la proposition de financement durable soit réorientée vers les deux options ci-après:

- 1) **Contributions supplémentaires:** Elles complètent le programme ordinaire de la FAO avec pour objectif de couvrir les dépenses de fonctionnement et de personnel du Secrétariat de la CIPV à hauteur de 2 millions d'USD. Il est important de noter que les «Contributions supplémentaires» restent strictement volontaires et que l'adoption du mécanisme n'implique aucune obligation financière.

- 2) **Financement par projet:** Les fonds fournis par les parties contractantes (ou les donateurs externes comme le STDF) qui sont associés à un projet particulier (l'Équipe spéciale sur les conteneurs maritimes, par exemple), sont limités dans le temps, répondent à une priorité de la CMP et visent un résultat défini.

III. Dispositions relatives aux Contributions supplémentaires

9. Actuellement, les contributions au fonds fiduciaire multidonateurs de la CIPV doivent respecter la procédure en cinq étapes décrite ci-dessous, qui s'étend sur environ un mois. Le mécanisme proposé a pour objectif de simplifier la procédure.



Mécanisme actuel

(1 mois – charge administrative moyenne)

Mécanisme proposé

(1-2 jours – charge administrative minimale)

10. À sa douzième session, la CMP a demandé à son bureau et à son comité financier, ainsi qu'au Groupe de la planification stratégique, d'élaborer des dispositions détaillées aux fins de cette proposition de financement durable au cours de l'année 2017.

11. Par la suite, le Bureau de la CMP, le Comité financier, le Secrétariat de la CIPV et le Groupe de la planification stratégique ont recommandé l'approche suivante aux parties contractantes désireuses de fournir des contributions supplémentaires, via un projet de décision de la CMP concernant un Arrangement relatif au versement de contributions supplémentaires (annexe 1). Il convient de noter qu'en octobre 2017 le Groupe de la planification stratégique ne s'est pas déclaré favorable à l'application du barème ajusté des quotes-parts de l'ONU pour les contributions supplémentaires. Ce barème pourrait être utilisé comme référence pour guider les parties contractantes souhaitant contribuer au fonds fiduciaire multidonateurs de la CIPV. **Les contributions au fonds fiduciaire multidonateurs de la CIPV restent facultatives et non contraignantes.**

A. Projet de décision de la CMP concernant l'Arrangement relatif au versement de contributions supplémentaires (annexe I)

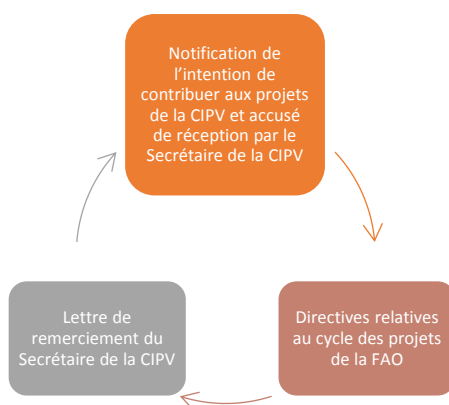
12. La décision de la CMP concernant l'Arrangement relatif au versement de contributions supplémentaires vise à simplifier la procédure et à mettre un terme à la nécessité de passer des accords distincts entre les parties contractantes et la FAO pour chaque contribution. C'est important en particulier lorsque le volume des contributions est élevé. Le Secrétariat de la CIPV traite actuellement

quelque 10 contributions par an. Si la nouvelle décision de la CMP est adoptée et que davantage de parties contractantes se déclarent prêtes à contribuer au fonds fiduciaire multidonateurs de la CIPV, le mécanisme doit absolument être simplifié pour qu'un volume plus élevé de contributions puisse être traité dans une année. Il a par conséquent été proposé que la CMP adopte une décision globale qui couvrirait toutes les dispositions nécessaires à la mise en place d'un tel mécanisme. Avec ce nouveau mécanisme, après notification au Secrétaire de la CIPV de leur intention de contribuer au fonds fiduciaire multidonateurs, les parties contractantes n'auraient plus qu'à procéder au transfert des fonds. Aucun accord formel ne serait nécessaire.

IV. Mécanisme de financement par projet

13. Lors de sa réunion d'octobre, le Groupe de la planification stratégique a recommandé que le choix des activités menées par le Secrétariat de la CIPV continue d'être du ressort de la CMP, et non de celui d'un unique donateur. La CMP ne devait approuver des projets (budgets de projet) que s'ils sont bénéfiques à toutes les parties contractantes et ne devait pas puiser dans les ressources destinées aux fonctions de base du Secrétariat. Malgré les réserves émises par le Groupe de la planification stratégique, le Bureau de la CMP a réaffirmé qu'il était nécessaire de mettre en place un financement par projet et que les critères ci-après devaient être respectés:

- les fonds sont liés à un projet particulier;
- le projet est limité dans le temps;
- le projet répond à une priorité de la CMP;
- les fonds visent des résultats peu susceptibles d'attirer des financements issus de sources autres que la CIPV et ses membres.



Mécanisme de financement par projet

(3-4 mois – charge administrative importante)

14. Le mécanisme de financement par projet est défini en détail par les règles et procédures relatives au cycle des projets de la FAO. Le Secrétariat de la CIPV a acquis une certaine expérience dans ce domaine et est parfaitement à même de traiter les nouveaux projets. En l'état des choses, le financement par projet ne requiert donc aucune nouvelle décision ou aucun aménagement.

V. Conclusion

15. La communauté de la CIPV a une nouvelle occasion de progresser vers une solution de financement permanent du Secrétariat de la CIPV. La réflexion menée et la dynamique créée autour de la question, ainsi que les tendances positives observées dans le domaine de la sensibilisation aux activités

de la CIPV (comme l'Année internationale de la santé des végétaux), contribuent à créer un environnement favorable à la mise en œuvre d'une solution concrète aux problèmes financiers que connaît le Secrétariat. Les parties contractantes devraient examiner sérieusement les avantages que représente un Secrétariat stable et pleinement à même de mettre en œuvre le programme de travail de la CMP à long terme et de manière durable.

16. La simplification de la procédure prévue pour les contributions supplémentaires au fonds fiduciaire multidonateurs de la CIPV constitue une avancée vers une solution en faveur du financement durable du Secrétariat de la CIPV. Elle permettra un traitement plus rapide des contributions tant pour les parties contractantes que pour le Secrétariat de la CIPV car aucun accord bilatéral formel n'est requis avec cette approche. Le nombre croissant de parties contractantes souhaitant contribuer au fonds fiduciaire multidonateurs de la CIPV rendra cette procédure simplifiée particulièrement utile. Celle-ci jette les fondements d'une future solution de financement durable. Elle vise à réduire de 1 mois à seulement 1 journée le temps qu'il faut pour procéder au traitement d'une contribution.

17. Les parties contractantes sont vivement encouragées à envisager de s'engager en faveur de contributions pluriannuelles dans le cadre de cette approche simplifiée. Elles devraient en outre établir un dialogue à l'échelle régionale afin de débattre de la meilleure façon de mobiliser des fonds à l'appui des priorités de la CMP dans le cadre d'un programme de travail qui ne cesse de croître.

18. L'annexe II présente les questions le plus souvent posées, qui ont été rassemblées lors de la réunion du Groupe de la planification stratégique, en octobre 2017, et les réponses à ces questions.

19. La CMP est invitée:

- 1) à *examiner* la procédure simplifiée qu'il est proposé d'appliquer aux contributions aux fonds fiduciaire multidonateurs de la CIPV, et à prendre note des progrès accomplis concernant une version améliorée et plus détaillée du mécanisme de financement durable;
- 2) à *adopter* le projet de décision de la CMP concernant l'Arrangement relatif au versement de contributions supplémentaires (annexe I);
- 3) à *encourager* vivement les parties contractantes à continuer de contribuer au fonds fiduciaire multidonateurs de la CIPV en attendant que soit définie et adoptée une solution de financement permanent.

Annexe I

DÉCISION DE LA CMP
ARRANGEMENT RELATIF AU VERSEMENT DE CONTRIBUTIONS
SUPPLÉMENTAIRES

LA COMMISSION DES MESURES PHYTOSANITAIRES,

Rappelant que le Groupe de la planification stratégique de la CIPV est convenu d'établir un système instaurant une procédure simplifiée qui permettrait aux parties contractantes et au Secrétariat de la CIPV, respectivement, de verser et de percevoir des contributions volontaires pour le projet «Fonds d'affectation spéciale de la Convention internationale pour la protection des végétaux» («le projet»);

Ayant considéré qu'en adoptant l'Arrangement relatif au versement de contributions supplémentaires ci-joint, les parties contractantes n'auront plus besoin de conclure des accords spécifiques avec la FAO, agissant au nom du Secrétariat de la CIPV, lorsqu'elles souhaitent apporter une contribution volontaire au projet;

Approuve l'Arrangement relatif au versement de contributions supplémentaires qui figure en annexe à la présente décision.

ARRANGEMENT RELATIF AU VERSEMENT DE CONTRIBUTIONS SUPPLÉMENTAIRES

Comme convenu par la Commission des mesures phytosanitaires à sa treizième session, les parties contractantes à la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) peuvent verser au Secrétariat de la CIPV, représenté par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), des contributions, sous forme de dons, à l'appui du projet «Fonds d'affectation spéciale de la Convention internationale pour la protection des végétaux» («le projet»), comme énoncé dans le plan de travail et budget du Secrétariat de la CIPV approuvé par la CMP tous les ans.

La FAO a mis en place un fonds fiduciaire multidonateurs, MTF/GLO/122/MUL, afin d'administrer les contributions et les dépenses liées au projet. Les contributions des parties contractantes à la CIPV seront versées au fonds fiduciaire et seront soumises aux conditions suivantes:

- 1) La FAO administrera et comptabilisera la contribution conformément à son règlement financier et aux autres règles, procédures et pratiques applicables, et tiendra des livres et des comptes distincts pour le projet, dans le respect des règles et pratiques comptables reconnues par les professionnels.
- 2) Les contributions qui seraient versées en monnaies autres que le dollar des États-Unis seront perçues et comptabilisées sur la base de leur valeur en dollars des États-Unis, au taux de change opérationnel de l'ONU applicable à la date de réception de la contribution.
- 3) La contribution sera utilisée aux seules fins du soutien au projet, comme il est précisé dans le présent Arrangement. Tous les comptes et états financiers seront libellés en dollars des États-Unis et sont soumis exclusivement aux procédures de vérification interne et externe prévues dans les règlements financiers, les règles et les directives de la FAO, conformément au principe de l'audit unique observé dans l'ensemble du système des Nations Unies.
- 4) La Contribution sera versée sur le compte ci-après:

Banque: Citibank
399 Park Avenue, New York, NY, USA, 10022
Intitulé du compte: Food Agr Org – TF USD
Code Swift/BIC: CITIUS33
ABA/Code banque: 021000089
N° de compte: 36352577

en mentionnant clairement le Projet MTF/GLO/122/MUL

- 5) Les obligations de la FAO sont subordonnées au versement des sommes nécessaires par le donateur conformément aux dispositions du présent Arrangement.
- 6) La contribution comprendra un montant équivalant au maximum à 6 pour cent du montant total net des apports, destiné à couvrir le coût des services administratifs et opérationnels supportés par la FAO et directement liés au projet.
- 7) La FAO veillera, autant que faire se peut, à ce que la contribution ne soit pas utilisée pour couvrir le coût des droits d'importation et autres droits de douane (ou tout droit analogue) imposés par les pays sur les biens importés ou les services fournis. Dans le cas où une exonération de ces droits n'est pas possible, les coûts liés à ces droits peuvent être couverts par la contribution.
- 8) Tous les achats seront faits conformément aux règles de la FAO, qui respectent les principes généralement acceptés de bonnes pratiques en matière d'achats et comportent notamment des garanties contre les pratiques frauduleuses et les actes de corruption, et aucune offre ni aucun don, paiement ou

avantage d'aucune sorte, qui pourrait être ou serait interprété comme une pratique illégale ou un acte de corruption, ne peut être accepté, que ce soit directement ou indirectement, à titre d'incitation ou de récompense pour l'attribution de marchés ou l'exécution de contrats. À cette fin, la FAO veillera à appliquer et à rendre exécutoire ses règles portant sur les pratiques frauduleuses et les actes de corruption.

9) Tous les ans, le Secrétariat de la CIPV produira un rapport sur les résultats obtenus grâce aux contributions versées au fonds fiduciaire à l'occasion de la session ordinaire de la Commission des mesures phytosanitaires, en particulier un état financier libellé en dollars des États-Unis et établi pour l'ensemble du projet. Tout montant non dépensé et tout intérêt perçu sur les contributions seront reversés aux donateurs après clôture du projet, au prorata de la contribution de chaque donateur.

10) Le donateur ne pourra être tenu responsable des réclamations, dettes, demandes, dommages ou pertes découlant de la mise en œuvre du présent Arrangement.

11) Le donateur et la FAO se tiennent rapidement informés de tout événement ou situation pouvant affecter la mise en œuvre des activités du projet et qui peuvent nécessiter une modification de la portée, de l'application, du budget convenu ou d'autres aspects du présent Arrangement. Dans le cas où le calendrier de mise en œuvre des activités doit être modifié, la FAO en informe rapidement le donateur.

12) Si un changement intervient qui, de l'avis du donateur, diminue sensiblement la valeur du projet, le donateur et la FAO se consultent sur les mesures à prendre pour résoudre le problème et sur les options qui s'ouvrent à eux. Dans l'éventualité d'un tel changement, le donateur se réserve le droit de modifier sa contribution financière au projet ou d'y mettre fin. S'il décide d'y mettre fin, les obligations déjà assumées par l'une ou l'autre des parties demeurent en vigueur uniquement pour permettre le retrait en bon ordre du personnel, des fonds et des actifs, l'apurement des comptes entre les parties et le règlement de toute responsabilité engagée par la FAO au titre des activités visées par le présent Arrangement.

13) Afin qu'aucun doute ne subsiste, il est précisé qu'aucune disposition du présent Arrangement ou de tout document s'y rapportant ne saurait être interprétée comme constituant une renonciation de la FAO à ses droits et immunités. Tout différend entre la FAO et le donateur quant à l'interprétation ou à l'exécution du présent Arrangement sera réglé par un arrangement mutuellement convenu.

14) Le présent Arrangement entrera en vigueur dès qu'il aura été approuvé par la Commission des mesures phytosanitaires.

Annexe II**Questions rassemblées lors de la réunion du Groupe de la planification stratégique tenue en octobre 2017**

- 1) *Si une partie contractante approuve la procédure simplifiée relative aux contributions volontaires au fonds fiduciaire multidonateurs de la CIPV et adopte la décision de la CMP figurant à l'annexe I du présent document, sera-t-elle obligée de contribuer à ce fonds?*
 - NON. Les contributions au fonds fiduciaire multidonateurs de la CIPV restent strictement volontaires. La décision de la CMP jointe au présent document vise à rendre la procédure plus rapide et plus simple mais n'est en aucun cas contraignante.
- 2) *Mon pays a contribué au fonds fiduciaire multidonateurs de la CIPV ces dernières années. Dans quelle mesure la nouvelle procédure va-t-elle modifier le processus habituel de contribution au fonds fiduciaire?*
 - Tout d'abord, il ne sera plus nécessaire de conclure un nouvel accord entre votre pays et la FAO pour chaque nouvelle contribution. Après notification au Secrétaire de la CIPV de son intention de contribuer au fonds fiduciaire multidonateurs, votre pays pourra directement procéder au virement des fonds sur le compte bancaire indiqué dans la décision de la CMP jointe au présent document, en précisant que la contribution est destinée au fonds fiduciaire multidonateurs de la CIPV (Code FAO du projet: MTF/GLO/122/MUL).
- 3) *Qu'est-ce que le Secrétariat de la CIPV finance exactement grâce aux contributions volontaires des parties contractantes?*
 - Le Secrétariat de la CIPV est une institution axée sur la connaissance. Cela signifie que la plus grande partie de ses coûts de base concernent le personnel engagé dans diverses missions professionnelles. En fonction des besoins d'une activité particulière, de son budget et de son calendrier de mise en œuvre, le Secrétariat de la CIPV recrute du personnel (agents du cadre organique ou des services généraux, consultants, stagiaires, bénévoles, etc.) afin de réaliser certaines activités dans le cadre du programme de travail de la CIPV. Le personnel du Secrétariat de la CIPV est amené à se rendre dans différents pays pour assurer la prestation des services, les frais de voyage constituent donc une partie importante de la structure globale des coûts. Le Secrétariat de la CIPV prend également en charge les coûts liés à la traduction des normes, des manuels et des autres documents pertinents, ainsi qu'à l'interprétation simultanée nécessaire lors des diverses réunions des organes subsidiaires de la CIPV. Il finance également les frais de voyage des participants des pays en développement venus assister à ses réunions.
- 4) *Quelles sont les caractéristiques des contributions au fonds fiduciaire multidonateurs de la CIPV?*
 - Le fonds fiduciaire multidonateurs de la CIPV représente la principale source de financement du Secrétariat, outre les crédits inscrits tous les deux ans au budget ordinaire de la FAO. Le fonds a été créé en 2004 et a depuis lors reçu environ 6 millions d'USD. Via ce fonds fiduciaire, les parties contractantes ont contribué au programme de travail général du Secrétariat, mais certaines contributions peuvent également cibler des activités particulières. Les caractéristiques du fonds fiduciaire sont notamment un traitement rapide des contributions (1 mois actuellement / 1 à 2 jours si la CMP adopte la décision figurant à l'annexe I du présent document) et une charge administrative faible à moyenne tant pour les parties contractantes que pour le Secrétariat. Le rapport sur les activités du fonds fiduciaire, ainsi que son rapport financier global sont produits annuellement par la CMP.

5) *Quelles sont les caractéristiques du financement par projet?*

- Le financement par projet cible des contributions pluriannuelles et plus importantes (supérieures à 500 000 USD) qui doivent être administrées en dehors du fonds fiduciaire pour diverses raisons. Il est totalement soumis aux procédures du cycle des projets de la FAO et il faut généralement de 3 à 4 mois pour lancer un nouveau projet. Une charge administrative importante est nécessaire pour ouvrir un nouveau projet tant pour les parties contractantes que pour le Secrétariat. Les caractéristiques du financement par projet sont notamment des rapports distincts (techniques et financiers) à l'intention des donateurs sur leurs contributions. Les rapports financiers sont certifiés par la FAO et concernent uniquement la contribution du donateur.
- 6) *Comment une partie contractante peut-elle fournir une contribution financière volontaire au Secrétariat de la CIPV?*
- Il vous suffit de faire part de votre intention en écrivant à l'adresse IPPC-Secretary@fao.org.